

Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université Paris-Cité
Secteur Ouest : Beaujon, Bichat – Claude Bernard, Bretonneau

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS

CONSULTATION 2025 053 DTVX 012

MARCHE DE TRAVAUX

<p>TRAVAUX DE RESTRUCTURATION PARTIELLE DU SERVICE DE PSYCHIATRIE 2EME ETAGE DE L'AILE SUD 178, RUE DES RENOUILLERS - 92700 COLOMBES</p>

Lieu d'exécution du marché

Hôpital Louis Mourier

SERVICE DE PSYCHIATRIE
2ème ETAGE DE L'AILE SUD
178 rue des Renouillers
92700 COLOMBES

Table des matières

Article I. OBJET DU MARCHE PUBLIC ET DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Objet du marché	5
1.2 Lieu d'exécution et caractéristiques du lieu	5
1.3 Allotissement	5
1.4 Procédure de passation	6
Article II. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	6
2.1 Maitre d'ouvrage	6
2.2 Maitre d'œuvre	6
2.3 Autres intervenants	6
2.4 Le titulaire	7
Article III. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	8
3.1 Co-traitance	8
3.2 Sous-traitance	8
3.2.1 Dispositions générales	8
3.2.2 Modalités de présentation d'une demande d'acceptation et d'agrément de sous-traitance	9
3.3 Modalités de paiement direct des cotraitants et des sous-traitants	9
Article IV. CERTIFICATS	10
Article V. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	11
5.1 Pièces contractuelles particulières	11
5.2 Pièces contractuelles générales	11
5.3 La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)	12
Article VI. DELAI GLOBAL D'EXECUTION	12
6.1 Délai global d'exécution	12
6.2 Prolongation du délai d'exécution	13
Article VII. PENALITES	13
7.1 Dispositions générales sur les pénalités	13
7.2 Répartition des pénalités entre cotraitants	13
7.3 Pénalités de retard sur délais partiels du planning général des travaux	13
7.4 Pénalités pour manquement à la sécurité	14
7.5 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception	14

7.6	Autres pénalités.....	15
Article VIII. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX		15
Article IX. FORME DES NOTIFICATIONS - INFORMATIONS AU TITULAIRE - ORDRES DE SERVICE 15		
9.1	Forme des notifications	15
9.2	Ordres de service	16
Article X. Clause de réexamen - Modification en cours d'exécution des travaux 16		
10.1	Dispositions générales	17
10.2	Conditions d'établissement du prix des modifications.....	17
10.3	Modifications à la demande du titulaire	17
Article XI. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX		18
11.1	Nature du prix.....	18
11.2	Contenu du prix.....	18
11.3	Modalités de variation du prix	19
11.3.1	Mois d'établissement du prix.....	19
11.3.2	Révision du prix	19
Article XII. AVANCE – ACOMPTES – REGLEMENT.....		20
12.1	Avance.....	20
12.1.1	Condition de versement et de remboursement de l'avance	20
12.1.2	Garanties financières de l'avance	20
12.2	Retenue de garantie	20
12.3	Décomptes mensuels – Décompte final	21
12.3.1	Règlement des comptes au titulaire	21
12.3.1.1	Établissement des acomptes et des demandes de paiement.....	21
12.3.1.1.1	Généralités.....	21
12.3.1.1.2	Périodicité des acomptes	21
12.3.1.1.3	Projet de décompte – Demande de paiement mensuelle	21
12.3.1.1.4	Constitution des projets de décompte	21
12.3.1.1.5	Traitement des demandes d'acompte.....	22
12.3.1.1.6	Transmission des projets de décompte – Demandes de paiement mensuelles	23
12.3.1.2	Demande de paiement finale et décompte général.....	23
12.3.1.2.1	Décompte final.....	23

12.3.1.2.2 13.2.6 Décompte Général.....	24
12.3.1.3 Modalités de règlement par virement des sommes à payer au titulaire	24
Article XIII. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	25
13.1 Essais et contrôles.....	25
13.2 Réceptions	25
13.2.1 Généralités.....	25
13.2.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	25
13.2.3 Levée de réserves.....	25
13.2.4 Documents fournis après exécution.....	25
Article XIV. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET DEVELOPPEMENT DURABLE.....	26
14.1 Gestion des déchets et propreté du chantier	26
14.2 Réduction des nuisances	26
14.3 Consommation énergétique et ressources.....	26
14.4 Matériaux et approvisionnements	26
14.5 Sanctions.....	26
Article XV. ASSURANCES	27
Article XVI. RESILIATION	29
16.1 Exécution aux frais et risques.....	29
16.2 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	29
16.3 Résiliation du marché pour faute de l'Entrepreneur.....	29
Article XVII. DISPOSITIONS DIVERSES.....	29
17.1 Interprétation – droit applicable	29
17.2 Langue applicable au marché	29
17.3 Tribunal compétent en cas de litige.....	30
Article XVIII. Obligations de confidentialité et Protection des données à caractère personnel.....	30
Article XIX. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	31

Article I. OBJET DU MARCHE PUBLIC ET DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution de l'opération ayant pour objet la restructuration partielle du service de psychiatrie au 2^{ème} étage de l'hôpital Louis Mourier.

Le projet comprend :

- Le réaménagement des locaux intérieurs avec la conservation de la localisation des chambres simples (7 unités), doubles (4 unités), PMR (1 unité) avec les salles de bains attenantes du service sur la façade Ouest y compris le rafraîchissement de ces locaux ;
- La création d'une terrasse sur profilé métallique ;
- Le remplacement du mur rideau existant sur 3 étages.

L'Entrepreneur, par le fait même de soumissionner, est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

1.2 Lieu d'exécution et caractéristiques du lieu

Les travaux seront exécutés au lieu d'exécution défini ci-après :

Hôpital Louis Mourier
SERVICE DE PSYCHIATRIE
2ème ETAGE DE L'AILE SUD
178 rue des Renouillers
92700 COLOMBES

Le bâtiment est classé IGH de type U.

1.3 Allotissement

L'opération de travaux est dévolue en lots comme suit :

- 02. Gros Œuvre étendu ;
- 03. Menuiseries extérieures ;
- 04. Menuiseries intérieures – Mobiliers ;
- 05. Cloisons - Doublage - Faux-plafonds ;
- 06. Revêtement de sols – Peinture ;
- 07. CVC – Plomberie ;
- 08. Fluides spéciaux ;
- 09. CFO – CFA.

Il est précisé qu'un lot n°1 « Curage et désamiantage » a fait l'objet d'une attribution en septembre 2025 dans le cadre d'une précédente consultation.

Bien que chaque lot soit présenté et décrit en marché séparé, les travaux sont techniquement liés entre eux. Chaque entrepreneur ou sous-traitant devra prendre connaissance de l'ensemble du projet afin de prévoir toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de son lot. Chaque corps d'état doit l'interface avec le lot avec lequel il a la réalisation d'un ou plusieurs ouvrages communs.

1.4 Procédure de passation

Le marché est attribué à la suite d'une consultation passée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles R2123-1-1°, R2123-5 et R2131-13 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché de travaux en application de l'article L1111-2 du code de la commande publique.

Le marché est régi par le CCAG-travaux en vigueur excepté pour les articles auxquels le présent CCAP déroge.

Article II. IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

GHU AP-HP. Nord Université Paris Cité

Site Hôpital Louis Mourier

178 rue des Renouillers

92700 COLOMBES

2.2 Maître d'œuvre

ARCHITECTES	UHNI (mandataire) 39 rue des Vignobles - 75020 Paris E-mail : contact@uhni.fr Tél : 01 53 17 91 00
ECONOMISTE	US&CO 3 rue Peyron – 38 200 Vienne E - mail : contact@useco.fr Tél : 04.37.02.17.59
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES FLUIDES	CI TECH 1 rue de Terre-Neuve - Bat J - 91940 Les Ulis E-mail : contact@c-i-tech.com Tél : 01 60 14 50 70
BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES STRUCTURE	LAMALLE INGENIERIE 71 avenue de la République - 75011 Paris E-mail : matthieu.boussicaut@lamalle.com Tél : 01 46 82 41 51

2.3 Autres intervenants

<u>Coordinateur de Sécurité Incendie</u> COSEBA 57 rue Benoit Malon 94250 GENTILLY	<u>Bureau de contrôle</u> BTP Consultants – Agence Paris CT 202 quai de Clichy 92110 CLICHY
<u>OPC</u> CI TECH	<u>CSPS</u> Contrôle G – Agence Paris Ouest 23 avenue Louis Breguet 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

2.4 Le titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, l'Entrepreneur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

A défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de notifier sans délai au Maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au Maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage ne sauraient être tenus pour responsable des retards de toute nature et notamment de paiement des demandes de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'Acte d'Engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage n'auraient pas eu connaissance.

En cas de changement de contrôle, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce de la personne morale titulaire du marché ou, lorsque le titulaire est un groupement, de changement de contrôle du mandataire, le titulaire en informe préalablement le Maître d'ouvrage par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en présentant un dossier comportant l'identité de la ou des entreprises détenant le contrôle.

Dans l'hypothèse où les garanties apportées, selon le cas, par le titulaire ou le mandataire ont notamment été appréciées au regard de l'identité de son contrôle, ce dossier doit être complété par l'ensemble des pièces permettant d'apprécier les garanties techniques, financières et professionnelles attachées à la ou aux entreprises détenant le contrôle.

Le Maître d'ouvrage peut, dans un délai d'un (1) mois à compter de l'avis de réception dudit dossier, accepter ce changement de contrôle, ou, si ce changement de contrôle implique un niveau de garanties sensiblement inférieur à celles initialement présentées par le titulaire ou le mandataire, demander la présentation de nouvelles garanties, le cas échéant par la substitution d'un autre membre du groupement dans les fonctions de mandataire, ou prononcer la résiliation du Marché aux torts exclusifs du titulaire.

Article III. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

3.1 Co-traitance

En cas de groupement, le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire, lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement. **En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun de ses membres.**

3.2 Sous-traitance

3.2.1 Dispositions générales

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, pour s'adjoindre des compétences nécessaires à la bonne exécution de ses missions, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En tout état de cause, en cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers le Maître d'ouvrage.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au C.S.P.S., lorsque celui-ci est exigé par la loi, un P.P.S.P.S., conformément à l'article L4532-9 du code du travail.

Le démarrage des travaux par le sous-traitant n'interviendra qu'après l'inspection commune effectuée avec le coordinateur SPS.

Il est entendu que certaines tâches ne pourront néanmoins pas être sous-traitées dans le cadre du présent marché.

Pour mémoire, sont notamment concernées les prestations de pose et de dépose d'échafaudages, qui ne pourront en aucun cas donner lieu à l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance, et restent de la responsabilité exclusive de l'Entrepreneur.

Par application de l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à l'Entrepreneur et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de la notification de l'agrément, l'Entrepreneur s'engage à faire connaître le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au Maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant direct et agréer leur condition de paiement.

Le sous-traitant de premier rang devra produire la caution conformément à la loi de 1975. Aucune demande de délégation de paiement ne sera acceptée par le maître d'ouvrage.

3.2.2 Modalités de présentation d'une demande d'acceptation et d'agrément de sous-traitance

Les demandes d'acceptation et d'agrément de sous-traitance formulées en cours d'exécution du marché seront adressées au Maître d'ouvrage par l'entrepreneur.

La déclaration de sous-traitance, qui sera dûment complétée et signée, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces justificatives.

Les documents à remettre par le sous-traitant sont les suivants :

- Une attestation de régularité fiscale prouvant que l'entreprise était à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1 ;
- Les documents listés à l'article IV du présent CCAP datant de moins de 6 mois. L'entrepreneur veille à ce que tout sous-traitant agréé, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois sur le chantier, renouvelle chaque document, lorsqu'il n'est plus en cours de validité ;
- Les attestations d'assurances en cours de validité ;
- Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2.

3.3 Modalités de paiement direct des cotraitants et des sous-traitants

- Pour les cotraitants :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

- Pour les sous-traitants :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le Titulaire et indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

Article IV. CERTIFICATS

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois ;
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription) ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :
 - o 1° Sa date d'embauche ;
 - o 2° Sa nationalité ;
 - o 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Article V. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux :

5.1 Pièces contractuelles particulières

- L'Acte d'Engagement propre à chaque lot dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées soit par mise au point, soit par modification de marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot :
 - o CCTC 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES
 - o CCTP 02 GROS OEUVRE ETENDU
 - o CCTP 03 MENUISERIES EXTERIEURES
 - o CCTP 04 MENUISERIES INTERIEURES – MOBILIER
 - o CCTP 05 CLOISONS - DOUBLAGE - FAUX PLAFOND
 - o CCTP 06 REVETEMENTS DE SOL – PEINTURE
 - o CCTP 07 TRAITEMENT D'AIR – PLOMBERIE
 - o CCTP 08 FLUIDES MEDICAUX
 - o CCTP 09 COURANTS FORTS ET FAIBLES
- Le tableau des portes ;
- L'ensemble des plans ;
- Le planning général des travaux qui sera rendu définitif à l'issue de la période de préparation ;
- La DPGF propre à chaque lot : Ce document a une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'œuvre de l'opération pour les seuls prix d'unités qui servent au règlement des éventuels travaux en supplément ou en déduction des forfaits,
- Le DAT de la zone travaux ;
- Le plan de masse et le plan de démolition ;
- Le PGC SPS et après validation, les PPSPS ;
- L'offre technique du titulaire. Il est précisé que les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le Maître d'ouvrage que les pièces particulières et générales ci-dessus priment sur celles-ci ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels.

5.2 Pièces contractuelles générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n° 0078 du 1er avril 2021) ;
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) ;
- En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment ;
- Normes de l'Association Française de Normalisation ;
- D.T.U. en vigueur à la conclusion des marchés ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- Le Code de la Santé Publique ;
- Les divers arrêtés municipaux et départementaux.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues de l'entrepreneur.

5.3 La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

La décomposition du prix global forfaitaire des travaux (D.P.G.F) n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne, d'une part l'établissement des situations, et d'autre part le décompte des travaux ajoutés ou supprimés en cours de chantier par ordre de service signé du Maître d'ouvrage. Ainsi, les entrepreneurs qui complètent ce cadre de décomposition quant aux prix unitaires et produits, sont tenus de le vérifier et de signaler au Maître d'œuvre, toute erreur ou omission par rapport au contenu des prestations décrites au C.C.T.P.

En outre, il convient de préciser que quelles que soient les informations apportées par les entreprises pour compléter ou préciser ce cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (suppression ou ajout de poste(s), quantités, prix unitaires, annotations diverses telles que « P.M. », « N.C. », « sans objet », etc...), celles-ci ne sauraient en rien exonérer les entreprises de réaliser l'intégralité des prestations définies et décrites (pièces écrites et pièces graphiques) dans le dossier de consultation.

Article VI. DELAI GLOBAL D'EXECUTION

6.1 Délai global d'exécution

Le délai global d'exécution de l'opération et de livraison des ouvrages est de 12 mois, suivant répartition ci-après :

- Période de préparation : 1 mois, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux,
- Phase travaux : 11 mois

Le délai global d'exécution des travaux commencera à courir à compter de la date portée par le Maître d'ouvrage sur l'ordre de service numéro un (1) au titulaire, prescrivant le démarrage de la période de préparation. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à un mois.

Ce délai prend fin à la date de réception complète des ouvrages. Ce délai comprend outre le temps nécessaire aux travaux :

- La période nécessaire à la préparation du chantier
- Les périodes nécessaires à l'élaboration et à l'approbation des documents et dossiers d'exécution des ouvrages.
- Les périodes nécessaires aux essais, réglages et mises en service des équipements, réseaux et énergies diverses.
- Les arrêts de chantier pour causes d'intempéries, reconnus et acceptés par le Maître d'ouvrage par ordres de service
- Les périodes nécessaires aux opérations préalables à la réception de l'ouvrage, aux opérations de réception et aux opérations de levées des réserves.
- Les congés, vacances, jours chômés et fériés de toute nature.
- La remise en état des lieux.
- La fourniture du DOE.

Ce délai est un délai global d'exécution des ouvrages pour l'ensemble des corps d'état.

Il sera décomposé dans le planning général des travaux en délais par tâches et par corps d'état. Les modalités d'établissement du planning général des travaux sont décrites à l'article 1.7.2 du CCTP – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES A TOUS LES LOTS.

6.2 Prolongation du délai d'exécution

Les délais fixés au calendrier contractuel détaillé d'exécution sont réputés hors intempéries. Toute prolongation de ce délai sera fixée par ordre de service dans les conditions prévues au 1^{er} alinéa de l'article 18.2.2 du CCAG – Travaux. Pour l'application du 3^{ème} alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG – Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels aura mis en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour le département considéré.

Article VII. PENALITES

7.1 Dispositions générales sur les pénalités

L'ensemble des pénalités définies au présent article sont forfaitaires, non révisables et cumulatives. Ces pénalités viennent en diminution du montant des acomptes mensuels conformément aux dispositions de l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux. Le Maître d'ouvrage peut toutefois faire le choix de ne pas précompter sur un ou plusieurs acomptes tout ou partie des pénalités encourues, sans que cette circonstance puisse être assimilée à une renonciation de sa part et sans préjudice de la faculté dont dispose le Maître d'Ouvrage d'appliquer tout ou partie des pénalités en cause au stade du décompte général.

Les pénalités indiquées sont considérées comme conservatives des droits du Maître d'ouvrage. Ainsi, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de substituer à la pénalité le montant du préjudice subi du fait du défaut du titulaire de l'une quelconque de ses obligations.

Les pénalités ne sont pas soumises à TVA.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, quel qu'en soit le montant.

7.2 Répartition des pénalités entre cotraitants :

En cas de cotraitance et dès lors que le groupement a fait le choix de comptes séparés, le montant des pénalités est réparti entre les membres du groupement conformément aux indications données par le mandataire. Ces indications doivent être communiquées sans délai par le mandataire ou, le cas échéant, en même temps que les observations présentées en réponse au courrier par lequel le Maître d'ouvrage informe le titulaire qu'il envisage d'appliquer des pénalités de retard. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître d'ouvrage à l'égard du mandataire ou des autres membres du groupement.

7.3 Pénalités de retard sur délais partiels du planning général des travaux

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai d'exécution des travaux ou des prestations associées précisé dans le marché est expiré, sous réserve des stipulations des articles 18.2 du CCAG-Travaux et de l'article 6.2 du présent CCAP.

Dans le cas où le Maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard sur un délai partiel d'exécution, il est fait application des stipulations de l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux relatives à l'invitation du titulaire à présenter ses observations.

Le cas échéant, par dérogation l'article 19.2 dudit CCAG, en cas de retard sur les délais fixés par le planning général des travaux, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière fixée à:

- Pour tous les lots : 200 € par jour de retard sur chacune des phases principales fixées au calendrier contractuel.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux et la date de terminaison des travaux dudit sans neutraliser les diverses interruptions.

Conformément aux dispositions de l'article 19.2.5 du CCAG travaux, en cas de retard sur un délai partiel du planning général des travaux, si le délai global est respecté, le Maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres lots de l'opération.

7.4 Pénalités pour manquement à la sécurité

Sur constatation par le Maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre d'un défaut ou manquement manifeste à la sécurité sur le chantier ou dans les installations de chantier du titulaire suivants commis par un intervenant quelconque travaillant pour le titulaire, qu'il soit mandataire ou co-contractants (cotraitant, sous-traitant, prestataire de service, fournisseur, locatier, etc...), le titulaire sera passible, pour insuffisance et/ou défaut de contrôle de l'application des exigences de sécurité par son personnel ou par ses cocontractants, de pénalités au titre de la sécurité d'un montant forfaitaire de 200€ par jour et par infraction.

Sans préjudice de l'application de la pénalité susmentionnée, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre de façon conservatoire l'exécution du marché, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, et ce, jusqu'au rétablissement complet des conditions de sécurité nécessaires au bon accomplissement des prestations, sans que cela puisse ouvrir droit à une quelconque indemnité pour le titulaire.

A ce titre, le Maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pourront imposer au titulaire toutes les mesures jugées utiles au rétablissement des conditions de sécurité prévues au marché. Les conséquences de ces mesures, qu'elles soient financières ou liées à tous les préjudices subis par le maître d'ouvrage en raison de la suspension des prestations pour ce motif, seront supportées par le titulaire.

Dans l'hypothèse où le Maître d'ouvrage constaterait une absence d'amélioration ou des manquements répétés aux obligations en matière de sécurité, il est rappelé que le Maître d'ouvrage pourra résilier le marché aux torts exclusifs et aux frais du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux au titre de l'alinéa a).

7.5 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si l'entrepreneur ne remédie pas, dans le délai fixé par ordre de service, aux imperfections ou malfaçons ayant fait l'objet de réserves lors du procès-verbal de réception, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 100€ par jour calendaire de retard, jusqu'à la levée complète desdites réserves.

Cette pénalité s'applique indépendamment des mesures pouvant être mises en œuvre par le Maître d'ouvrage en application de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

Par dérogation aux dispositions générales de l'article 12.1 du présent CCAP et aux dispositions de l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux, aucun plafonnement ne limite ces pénalités.

7.6 Autres pénalités

Des pénalités forfaitaires sont appliquées dans les cas suivants :

- Retard dans l'installation du chantier : 200 € par jour calendaire.
- Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition par le Maître d'ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public : 100 € par jour calendaire.
- Exécution de travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace, y compris éclairage diurne et nocturne : 150 € par jour calendaire et par infraction constatée.
- Bruits de chantier dépassant la limite prescrite : 100 € par jour calendaire.
- Dépôt de matériels, matériaux, terres ou gravois en dehors des zones prescrites : 120 € par jour calendaire et par infraction constatée.
- Retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc.) : 80 € par document et par jour calendaire de retard.
- Retard dans la production des justifications et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus : 100 € par jour calendaire.
- Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels de construction : 100 € par jour calendaire.
- Retard dans le nettoyage du chantier : 150 € par jour calendaire.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier : 150 € par jour calendaire.
- Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude ou de coordination, ou visite de chantier : 80 € par réunion.

Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence.

Article VIII. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Les modalités de préparation, de coordination et d'exécution des travaux sont décrite dans le CCTP – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES A TOUS LES LOTS et détaillées dans le CCTP propre à chaque lot.

Article IX. FORME DES NOTIFICATIONS - INFORMATIONS AU TITULAIRE - ORDRES DE SERVICE

9.1 Forme des notifications

La notification au Titulaire des décisions ou informations du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre est faite :

- Soit directement au titulaire, contre récépissé (lettre recommandée avec demande d'avis de réception) ;
- Soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques, dans les conditions décrites ci-dessous ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

L'utilisation des moyens dématérialisés ou des supports électroniques est autorisée dans les conditions décrites ci-après. Quel que soit le mode de transmission utilisé c'est-à-dire tout moyen

matériel ou dématérialisé comme par le biais d'un profil d'acheteur, la date de réception devra pouvoir être déterminée de façon certaine. Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG Travaux, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Pourront être transmis par échange dématérialisé, support électronique, ou tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception, les notifications, les ordres de service, les lettres, les notes, d'observations et les mentions de visa des documents, la date et l'heure de réception étant alors retenue comme date de remise de la communication.

9.2 Ordres de service

Au titre de sa mission DET et conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, le Maître d'œuvre est, par principe, chargé d'émettre les ordres de service à destination du titulaire. Ces ordres de services sont dans tous les cas écrits, numérotés, datés et signés du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage.

Toutefois et en application de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, certains ordres de services doivent nécessairement, avant diffusion au titulaire, faire l'objet d'une validation préalable du Maître d'ouvrage. Tel est notamment le cas des ordres de service ayant pour effet de modifier les délais d'exécution des travaux, les coûts d'exécution (qu'il s'agisse notamment du montant global des travaux ou d'un prix nouveau) ou de modifier les travaux à réaliser, tant s'agissant de leur nature que de leur volume. Enfin, le Maître d'ouvrage est, en tout état de cause, en capacité d'émettre tout ordre de service à l'intention du Titulaire, indépendamment de l'intervention du Maître d'œuvre.

Les ordres de service notifiés au titulaire, que ce soit par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'ouvrage, lui seront transmis selon les conditions définies ci-dessus.

Dans tous les cas, il appartient au titulaire de retourner à l'expéditeur (Maître d'œuvre lorsque l'ordre de service est émis par lui, Maître d'ouvrage avec copie au Maître d'œuvre lorsque l'ordre de service est émis par le Maître d'ouvrage,) l'exemplaire original de l'ordre de service dûment signé par ses soins et éventuellement assorti de réserves par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine. Cette date de signature et de renvoi à l'expéditeur est sans influence sur la date d'effet de l'ordre de service, laquelle demeure être la date à laquelle le titulaire a réceptionné ledit ordre de service.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Article X. Clause de réexamen - Modification en cours d'exécution des travaux

Le présent article constitue une clause de réexamen au sens de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

10.1 Dispositions générales

Le marché ne peut être modifié que dans les conditions prévues au code de la commande publique (articles R2194-1 à R2194-10).

Dans le cas où les travaux et prestations associées viendraient à être modifiés, il sera fait application des dispositions prévues aux articles 13 et 30 du CCAG-Travaux.

En cas de modification ou d'adaptation rendues nécessaires par des événements indépendants de la volonté du titulaire, le titulaire proposera des solutions utilisant des techniques et des prix déjà existants au marché. En cas d'impossibilité, il en avisera le Maître d'œuvre.

10.2 Conditions d'établissement du prix des modifications

En complément à l'article 13 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux et prestations associées à des modifications ne peuvent pas être réglés par l'application des prix du marché, les prix nouveaux sont établis et débattus sur les conditions économiques en vigueur à l'établissement du devis. L'objet de ces travaux ne fera pas l'objet de révision, ils seront donc fermes et définitifs.

10.3 Modifications à la demande du titulaire

En complément de l'article 30 du CCAG-Travaux, si le titulaire est, en cours de marché, amené à présenter une modification substantielle des caractéristiques techniques des ouvrages susceptibles de justifier la passation d'un avenant, il devra adresser au Maître d'œuvre un dossier comprenant :

- L'exposé des circonstances qui motivent la proposition et en particulier les raisons pour lesquelles cette proposition n'a pu intervenir lors de la remise des offres,
- Une note technique de présentation,
- Une note d'analyse des risques avec valorisation des solutions de couverture,
- Une note d'analyse des impacts réglementaires, notamment au regard du Code de l'Environnement,
- Une note d'analyse des impacts réglementaires vis-à-vis de la sécurité hydraulique (arrêté préfectoral synthétisant les exigences suite aux EDD, dossier CTPBOH),
- Une proposition de rédaction présentant les compléments ou modifications à apporter éventuellement aux arrêtés d'autorisation ou autres documents réglementaires,
- Les modifications à apporter éventuellement au C.C.T.P.,
- Un bordereau des prix supplémentaires accompagné d'un détail estimatif et de sous-détails de prix.

Cette modification pourra être librement refusée par le Maître d'ouvrage, sans que ce refus ne puisse justifier une quelconque réclamation de la part du titulaire. En tout état de cause, une modification ne sera acceptée que si elle est techniquement justifiée, et présente un risque acceptable et clairement identifié pour le Maître d'ouvrage.

Si la modification proposée se révélait inapplicable en cours d'exécution, le titulaire serait tenu :

- Soit de revenir à la solution de base,
- Soit de proposer une autre solution.

Les propositions de modifications substantielles des caractéristiques techniques des ouvrages doivent être communiquées dans un délai compatible avec l'obtention des arrêtés modificatifs (le cas échéant), et avec les délais de remise des plans d'exécution et de mise en forme du projet.

11.1 Nature du prix

Il est rappelé que le marché est passé à prix global et forfaitaire tel que défini à l'Acte d'engagement (AE). Le montant du prix global et forfaitaire est décomposé suivant un cadre qui est obligatoirement celui établi par la Maîtrise d'Œuvre et éventuellement complété, s'il y a lieu, par chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux.

En aucun cas, après signature du marché, chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux ne pourra invoquer une omission du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour demander une modification du prix global et forfaitaire.

Sont donc indiqués dans le cadre de décomposition global et forfaitaire, notamment, les prix unitaires posés et les quantités, de toutes les composantes du marché de travaux.

11.2 Contenu du prix

Pour établir son prix, le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis en tenant compte notamment :

- Des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre le cas échéant ;
- Des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages d'autres corps d'état ;
- Des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- Des présentations d'échantillons, prototypes, locaux témoins ;
- Des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- De la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches.

L'entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

Des mesures nécessitées par le fonctionnement des établissements et à cet effet :

- L'entrepreneur devra s'informer avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précision dans le C.C.T.P., ces renseignements lui seront fournis par le Maître d'ouvrage, dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement données par le directeur de l'établissement ;
- Dans les divers établissements, il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel, les élèves, les hospitalisés. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

L'entrepreneur devra, sauf dérogation portée au C.C.T.P., installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

L'entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des emplacements et remises en état incombent aux entrepreneurs correspondants, sans que ces dépenses puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais. Dans le cas où il intervient sur la voie publique, l'entrepreneur doit le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement ou à l'intérieur des bâtiments et établissements pour la protection des passants ou des occupants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

11.3 Modalités de variation du prix

11.3.1 Mois d'établissement du prix

Le prix du marché de chaque lot est réputé établi sur la base du dernier indice publié à la date de remise des offres. Ce mois est appelé M_0 « mois zéro ».

Toutefois, dans le cadre de négociations, le mois M_0 sera établi selon les conditions économiques du mois de la transmission de la dernière réponse apportée par le soumissionnaire.

11.3.2 Révision du prix

Les prix seront révisés mensuellement à la hausse comme à la baisse suivant la formule :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,875 (Z)]$$

Dans laquelle :

- P = nouveau prix ;
- P_0 = est le prix à la date de l'établissement définie sur l'AE ;
- 0,125 est la partie fixe (la valeur minimale est de 12,5% du prix initial) ;
- Z est la partie variable de la formule (0,875).

Les indices afférents à chaque lot sont définis comme suit :

	BT		
Lot 2	70% BT03	30% BT07	
Lot 3	50% BT27	20% BT28	30% BT42
Lot 4	100% BT18a		
Lot 5	100% BT08		
Lot 6	50% BT10	50% BT46	
Lot 7	30% BT38	70% BT41	
Lot 8	100% BT38		
Lot 9	100% BT47		

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision partielle avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Article XII. AVANCE – ACOMPTES – REGLEMENT

12.1 Avance

12.1.1 Condition de versement et de remboursement de l'avance

Les conditions de versement d'une avance sont celles prévues aux articles R2191-3 et suivants et R2191-16 du code de la commande publique. Pour tous les lots, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 5 % est accordée tel que prévu par l'option B du CCAG travaux.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de 50 jours comptés à partir de la notification du marché au titulaire, et dans tous les cas avant le paiement de la première situation de travaux et l'agrément des sous-traitants.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Si le titulaire du marché public qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché public postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

12.1.2 Garanties financières de l'avance

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la transmission d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

12.2 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur tous les acomptes (toutes taxes comprises) des titulaires de marchés pour tous les marchés supérieurs à 152 450 € TTC.

Cette retenue de garantie couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Conformément aux articles R2191-36 à -42 du code de la commande publique la retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande. Celle-ci s'élèvera à 5% TTC du montant du marché. Une caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée.

La garantie à première demande est établie selon le modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

Cette garantie peut être constituée en totalité pendant toute la durée du marché. En cas de modification de marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le Maître d'ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'ouvrage.

12.3 Décomptes mensuels – Décompte final

12.3.1 Règlement des comptes au titulaire

12.3.1.1 Établissement des acomptes et des demandes de paiement

12.3.1.1.1 Généralités

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des travaux et prestations associées auxquels il se rapporte.

Conformément à l'article R2191-20 du Code de la commande publique, il est rappelé que les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

12.3.1.1.2 Périodicité des acomptes

L'intervalle séparant deux acomptes successifs sera d'un (1) mois.

Le titulaire transmettra sa demande de paiement mensuelle sous forme d'un projet de décompte au Maître d'œuvre entre le 20 et le dernier jour de chaque mois.

12.3.1.1.3 Projet de décompte – Demande de paiement mensuelle

Les projets de décompte valant demande de paiement mensuel sont établis sur la base d'un modèle proposé par le Maître d'œuvre au début de la période de préparation.

Les modalités complémentaires d'établissement des décomptes mensuels seront, s'il y a lieu, arrêtées en période de préparation entre le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage et le titulaire.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de corriger tout projet décompte qui ne respecteraient pas le modèle agréé voire de le rejeter s'il ne respecte pas le cadre établi. Il appartiendra alors au titulaire de transmettre un nouveau projet de décompte corrigé. Dans cette hypothèse, le délai de paiement commencera à courir à compter de la réception de cette nouvelle version du projet de décompte.

12.3.1.1.4 Constitution des projets de décompte

Le titulaire devra respecter les modalités de présentation des décomptes mensuels, suivantes:

- **Mentions relatives aux parties :**

- Le nom complet et l'adresse de l'entreprise (titulaire) et de l'APHP (Maître d'ouvrage)
- Le numéro SIRET/SIREN de l'entreprise
- Le numéro individuel d'identification pour les opérations intracommunautaires du GHU AP-HP. Nord Université Paris Cité : FR95267500452
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928
- Le Code service de l'établissement :

Indicatif établissement	Etablissement hospitalier	Abréviation
053	Louis Mourier	LMR

- Le numéro du marché
- Le numéro et la date du décompte mensuel

• **Mentions relatives aux travaux réalisés :**

Pour chaque ligne du décompte mensuel :

- La dénomination précise des prestations exécutées,
- La quantité des prestations exécutées,
- Le prix hors taxe,
- Le taux de TVA applicable ou précisions si exonération.

Pour l'ensemble des travaux facturés :

- Le total HT par taux de TVA,
- Le montant de la TVA par taux d'imposition,
- Le montant de la retenue de garantie
- Le montant de l'avance à payer ou à rembourser
- La référence en cas d'exonération à la disposition correspondante,
- La mention indiquant que l'opération est soumise à un régime d'autoliquidation et d'autofacturation.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes :

- Le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix le cas échéant ;
- Le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du Cahier des clauses administratives générales, dont il demande le remboursement ;
- Les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

En cas de groupement d'entreprise, le mandataire du groupement transmet le décompte et joint la répartition des sommes dues entre les membres du groupement.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A défaut de l'une de ces mentions, le projet de décompte sera retourné au titulaire et le délai de paiement suspendu en conséquence ; il en sera de même dans les cas suivants :

- La non-prise en compte de la récupération de l'avance ;
- La répartition du montant à régler au titulaire et à ses sous-traitants non mentionnés ;
- Le décompte mensuel est une copie ;
- Le décompte mensuel n'est pas imprimé sur du papier à en-tête.



L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de facture.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu.

12.3.1.1.5 Traitement des demandes d'acompte

Conformément aux dispositions de l'article 12.1.9 du CCAG-Travaux, le Maître d'œuvre, après vérifications de l'ensemble des pièces transmises par le titulaire, accepte ou rectifie le projet de décompte transmis par le titulaire. Ainsi accepté ou rectifié, le projet de décompte devient le décompte mensuel.

Si le Maître d'œuvre considère le projet de décompte comme non conforme ou incomplet, le Maître d'œuvre le retourne au titulaire, dans un délai d'une semaine après dépôt par le titulaire, en mentionnant l'ensemble des non conformités constatées et corrections qu'il

convient d'y apporter. Cette déclaration de non-conformité du projet de décompte par le Maître d'œuvre a pour effet d'interrompre le délai de paiement.

Conformément aux dispositions de l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux et à partir du décompte mensuel complet, le Maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte à régler au titulaire. Pour ce faire, il dresse un état d'acompte conforme aux exigences de ce même article.

D'une manière générale, le Maître d'ouvrage paie les sommes admises par le Maître d'œuvre. Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de réviser l'état d'acompte proposé par le Maître d'œuvre. Ainsi, en cas de divergence sur le montant de l'acompte, le Maître d'ouvrage règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.

12.3.1.1.6 Transmission des projets de décompte – Demandes de paiement mensuelles

S'agissant des modalités de transmission des demandes de paiement mensuelles, celles-ci respectent les dispositions des articles L.2192-1 et suivants et D.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit déposer ses demandes de paiement mensuelles sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

Il est rappelé, en application de l'article 12.6 du CCAG-Travaux, que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de cotraitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, les dispositions de l'article 12.5 du CCAG-Travaux s'appliquent pleinement.

12.3.1.2 Demande de paiement finale et décompte général

Les dispositions des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux s'appliquent. En complément, il est précisé ce qui suit.

12.3.1.2.1 Décompte final

Le décompte final identifiera clairement les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en base et révisions, les montants corrigés par le réviseur, et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte final à la maîtrise d'ouvrage, le Titulaire devra impérativement :

- Avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception ;
- Avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes spéciaux de sous-traitance ;
- Avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants.

Le décompte final est établi en deux exemplaires.

12.3.1.2.2 13.2.6 Décompte Général

Le Maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le Maître d'œuvre ;
- c. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde : ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de la révision des prix, appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire : ce montant étant la récapitulation des postes c, d et e ci-dessus ;
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser : cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître d'ouvrage ou son représentant notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

En complément, le projet de décompte final doit être accompagné de l'ensemble des quitus des sous-traitants directs.

12.3.1.3 Modalités de règlement par virement des sommes à payer au titulaire

Le Maître d'ouvrage se libère des sommes dues au titre du marché selon les règles de la comptabilité publique sur le compte désigné par l'IBAN-BIC remis par le titulaire. A cet égard, il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux, le titulaire (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises) est tenu de communiquer par écrit au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, et ce sans délai, tout changement concernant ses coordonnées bancaires. A défaut, un éventuel non-respect du délai de paiement ne pourrait en aucune mesure être reproché au Maître d'ouvrage.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Au-delà de ce délai global de paiement, le taux applicable sera fixé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ces opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Maître d'ouvrage à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Article XIII. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

13.1 Essais et contrôles

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.P., sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur par l'organisme indiqué aux C.C.T.P.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé à l'entrepreneur des essais et/ou contrôles en sus de ceux définis par les C.C.T.P., il est prévu que :

- Si ces essais et/ou contrôles sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- Si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge de l'entrepreneur défaillant, ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

Pour les installations et/ou parties d'installations qui y sont soumises, sont également à la charge des entrepreneurs les essais et vérifications de fonctionnement des installations définis au document COPREC n° 1 et la production des procès-verbaux correspondants, établis par les formes prescrites par le document COPREC n° 2.

13.2 Réceptions

13.2.1 Généralités

Pour la totalité des travaux objet du marché, par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG – Travaux :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération. Elle prend effet à la date de cet achèvement.
- L'entrepreneur est chargé d'aviser le maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux seront considérés comme achevés.

13.2.2 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Elle se fera conformément à l'article 43 du CCAG – Travaux.

13.2.3 Levée de réserves

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par ordre de service.

13.2.4 Documents fournis après exécution

Les éventuels documents sont listés dans le CCTP.

Article XIV. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

14.1 Gestion des déchets et propreté du chantier

Le Titulaire de chaque lot est tenu de mettre en place un tri sélectif des déchets conformément aux dispositions du Code de l'Environnement et aux prescriptions du Maître d'Ouvrage.

Les déchets seront gérés selon les principes suivants :

- Les déchets dangereux (peintures, solvants, huiles, produits chimiques, etc.) doivent être éliminés dans des filières agréées et faire l'objet d'un bordereau de suivi.
- Les déchets inertes (béton, gravats, terres, etc.) devront être valorisés ou recyclés chaque fois que possible.
- Un Plan de Gestion des Déchets de Chantier (PGDC) sera remis en début d'opération et validé par le Maître d'Ouvrage.

Le chantier devra être maintenu en état constant de propreté. Le Titulaire procédera régulièrement à l'évacuation des déchets vers des sites agréés et tiendra à disposition les justificatifs de traçabilité.

14.2 Réduction des nuisances

Le Titulaire s'engage à limiter les nuisances sonores, vibratoires et visuelles conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions locales.

Il devra notamment :

- Utiliser des matériels et engins à faibles émissions sonores,
- Réduire la dispersion des poussières par arrosage, bâchage ou tout autre dispositif approprié,
- Organiser le stockage des matériaux de manière à limiter le ruissellement pollué.

14.3 Consommation énergétique et ressources

Le Titulaire doit veiller à une utilisation raisonnée des ressources :

- L'éclairage, le chauffage et la ventilation des installations de chantier doivent être optimisés afin de réduire la consommation d'énergie,
- L'eau potable ne doit pas être utilisée pour des besoins non essentiels (arrosage, nettoyage des matériels, etc.),
- L'entretien des engins et véhicules est obligatoire pour limiter les émissions polluantes et la consommation de carburant.

14.4 Matériaux et approvisionnements

Le Titulaire privilégiera l'emploi de matériaux disposant d'un label environnemental (HQE, FDES, Ecolabel, etc.), recyclés ou issus de filières locales, à faible impact carbone lorsque cela est techniquement possible.

Les livraisons devront être optimisées afin de réduire les nuisances liées au transport et la pollution atmosphérique.

14.5 Sanctions

Tout manquement grave ou répété aux obligations environnementales pourra donner lieu à l'application de pénalités de 100 € par jour et par infraction constatée et éventuellement, la suspension du chantier par ordre de service, aux frais et risques du Titulaire.

Article XV. ASSURANCES

Quelles que soient la nature et l'importance de leurs travaux, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement, et leurs sous-traitants participant aux travaux devront être titulaires d'une police d'assurance responsabilité civile professionnelle et civile décennale, dans les conditions définies ci-après.

Toutes les attestations d'assurance attendues du titulaire unique, ou de chacun des cotraitants en cas de groupement, ainsi que les sous-traitants sont à transmettre obligatoirement :

- Au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution s'agissant de l'assurance responsabilité civile professionnelle, pour le titulaire unique ou de chacun des cotraitants en cas de groupement ainsi que les sous-traitants agréés avant la notification du marché ;
- Au stade de l'attribution du marché s'agissant de l'assurance décennale, pour le titulaire unique, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, ainsi que les sous-traitants avant la notification du marché ;
- Dans les documents produits à l'appui de la déclaration de sous-traitance lorsque cette dernière est formulée en cours d'exécution du marché.

Le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement :

- Justifiera auprès du maître d'ouvrage que les effets de ses contrats s'exercent effectivement sur les travaux et prestations objet de son marché, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance et des caractéristiques techniques des travaux qui lui sont confiés,
- Justifiera que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes, ils devront être assurés au minimum dans les mêmes conditions que l'Entrepreneur locateur d'ouvrage,
- Joindra à son acte d'engagement au titre de son obligation d'assurance en RCD une attestation nominative de chantier, émanant de la Compagnie d'Assurance mentionnant :
 - o L'identité de la Compagnie d'Assurance,
 - o Le numéro, le type et la date d'effet du contrat,
 - o Le nom et l'adresse du Maître d'ouvrage,
 - o La désignation de l'opération et son adresse,
 - o Le coût total estimé de l'opération qui sera communiqué par le Maître d'ouvrage,
 - o La date de déclaration d'ouverture du chantier qui sera communiqué par le Maître d'ouvrage,
 - o La nature du (des) marché(s) dans le cadre de cette opération,
 - o Le montant du (des) marché(s) relatifs à cette (ces) prestation(s),
 - o Les garanties accordées et leurs montants,
 - o Les différentes franchises prévues,
- Joindra à son acte d'engagement au titre de son obligation d'assurance en RC professionnelle, une attestation émanant de la Compagnie d'Assurance mentionnant :
 - o L'identité de la Compagnie d'Assurance,
 - o Le numéro, le type et la date d'effet du contrat,
 - o Les activités déclarées qui devront être compatibles avec celles effectivement exercées pour l'opération,
 - o Les garanties accordées et leurs montants,
 - o Les différentes franchises prévues.

En outre, il fournira une attestation similaire à chaque échéance de sa police pendant toute la durée du chantier et en tout état de cause à première demande du maître d'ouvrage.

Les attestations d'assurance de l'Entrepreneur telles que demandées ci-dessus devront être fournies au plus tard au moment de l'exécution des travaux (Ordre de Service).

Sur simple demande du Maître d'ouvrage, l'Entrepreneur devra justifier, à tout moment, du paiement de ses primes d'assurances. Le Maître d'ouvrage pourra suspendre les paiements à l'entrepreneur si ce dernier ne produit pas ces justifications.

Si une des parties des locaux est réceptionné partiellement ou mise à disposition du Maître de l'ouvrage, comme définie ci-avant à l'article article 8.2.3, la garantie du présent contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

Toutefois, dans le cas d'une telle occupation anticipée du Maître de l'ouvrage, cette garantie ne sera acquise au Maître de l'ouvrage qu'après la déclaration préalable qu'il s'oblige à en faire aux assureurs à qui il devra préciser les dispositions contractuelles qu'il aura prises à cet effet avec les entrepreneurs ainsi que les modifications qui pourraient être apportées au risque du fait de l'occupation (notamment le stockage de matériel, fonctionnement, activités). Si la déclaration d'occupation anticipée de parties d'ouvrages par le Maître de l'ouvrage fait apparaître une aggravation du risque, une surprime éventuelle pourra être appliquée d'un commun accord entre le souscripteur et les assureurs.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le Maître de l'ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements des entrepreneurs sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers.

Cette police devra être soumise à l'approbation du Maître de l'ouvrage selon les conditions prescrites au présent article. Le Maître d'ouvrage devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

Les garanties s'exercent jusqu'aux termes légaux sous réserve d'éventuelles prolongations contractuelles notifiées par la Personne Responsable du Marché.

Dispositions diverses

La police devra comporter une clause par laquelle les assureurs s'obligent en cas de survenance d'un sinistre, à régler aux assurés la totalité de l'indemnité définie par l'expertise.

Ils doivent faire leur affaire personnelle, dans l'hypothèse où certains entrepreneurs seraient titulaires d'une police pré-existante couvrant l'incendie ou l'explosion de leurs ouvrages et/ou approvisionnements, du remboursement partiel des indemnités versées par eux et ce au moyen de tous recours ou subrogations qui leur sont juridiquement possibles.

Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc...). L'entrepreneur devra fournir au Maître de l'ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

Assurance des bureaux de chantier

L'entrepreneur assure à ses frais et souscrit une police d'assurance couvrant les bureaux de chantier. Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- D'incendie, dégâts des eaux, vols, etc...
- Risques d'arrêt de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques présentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les entrepreneurs et Maître de l'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage appréciera si la couverture du risque est suffisante.

Article XVI. RESILIATION

16.1 Exécution aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 52.4 du CCAG, en cas de mise en demeure restée sans effet, il pourra être fait exécuter, aux frais et risques du titulaire, la poursuite des travaux.

A ce titre, en cas d'absence de levée de réserve au-delà des délais accordés au titulaire, le Maître d'ouvrage pourra recourir à l'exécution aux frais et risques.

Les précédentes dispositions ne font pas obstacle à l'application des pénalités et à la mise en œuvre de la résiliation définie à l'article 50.3.1 du CCAG-TRAVAUX.

16.2 Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG travaux, aucune indemnité de résiliation ne sera versée.

16.3 Résiliation du marché pour faute de l'Entrepreneur

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG-travaux avec les précisions suivantes :

- L'Entrepreneur n'a droit à aucune indemnisation ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, l'Entrepreneur dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Article XVII. DISPOSITIONS DIVERSES

17.1 Interprétation – droit applicable

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

17.2 Langue applicable au marché

Si le Titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

Si le Titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives du marché doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

Durant l'exécution du marché, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du Titulaire.

17.3 Tribunal compétent en cas de litige

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Article XVIII. Obligations de confidentialité et Protection des données à caractère personnel

Sauf demande expresse des tribunaux et dans les limites des lois en vigueur, le titulaire ne peut donner à un tiers aucune information sur le contrat de leur client, et sur des données personnelles qui en dépendent conformément à l'article 5 du CCAG – Travaux.

Les informations fournies par le Maître d'ouvrage et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété du Maître d'ouvrage.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement confidentielles.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, sauf accord préalable écrit du Maître d'ouvrage ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat et la transmission sécurisée des données ;
- Procéder en fin de mission, à la destruction définitive des documents et supports d'informations confiés par le Maître d'ouvrage et de toutes les copies qui auraient été réalisées pour le besoin de la prestation, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat.

Dès lors, le Maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Maître d'ouvrage pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

L'acceptation par le titulaire de la notification du marché vaut engagement explicite de sa part.

Article XIX. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge :

Par ses articles	Aux articles du CCAG-Travaux
V Pièces constitutives	4.1
6.1 Délai global d'exécution	28.1
7.5 Pénalités de retard	19.2.1
13.2.1 Réceptions - Généralités	41.1 à 41.3
16.3 Résiliation pour faute	52.1

Les autres dispositions dudit CCAG-Travaux s'appliquent pleinement au marché.